

Maintenance du parc de serveurs x86 de l'INPI

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.) DE L'ACCORD-CADRE

SIÈGE

15 rue des Minimes – CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex

Tél +33 (0)1 56 65 89 98

Fax +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
2	ALLOTISSEMENT	3
3	FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
4	DURÉE DE L'ACCORD-CADRE/ DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	3
5	MARCHES SUBSEQUENTS	4
6	BONS DE COMMANDE DES MARCHES SUBSEQUENTS	4
7	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	4
8	PRIX DU MARCHÉ.....	5
9	VARIATION DANS LES PRIX.....	5
10	RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
11	AVANCE – MARCHES SUBSEQUENTS.....	7
12	PÉNALITES.....	7
13	CESSION DE CRÉANCE	8
14	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS.....	8
15	PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR	9
16	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE.....	9
17	TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES.....	9
18	CONFIDENTIALITÉ.....	10
19	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS.....	10
20	DOCUMENTS À PRODUIRE.....	10
21	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER.....	10
22	RÉSILIATION DU MARCHÉ	11
23	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	12
24	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
25	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	12

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

La procédure a pour objet la mise en place d'un service de maintenance corrective pour les serveurs x86 appartenant à l'INPI.

Ces équipements sont situés sur les sites de Courbevoie rue des Minimes, Courbevoie SFR et dans les délégations de l'INPI en province.

2 ALLOTISSEMENT

Le marché se compose d'un lot unique. Conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, il n'est pas prévu de prestations distinctes. Par ailleurs, une dévolution en lots géographiques risquerait de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations car les serveurs dans les délégations de l'INPI en province ne concernent qu'une faible part du marché.

3 FORME DE L'ACCORD-CADRE

La consultation est conclue dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents, dont les modalités d'exécution sont définies aux articles R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec montant maximum annuel de 60 000 euros HT.

4 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE/ DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

4.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter du 1^{er} avril 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il sera reconduit tacitement par périodes d'un (1) an.

Sa durée totale ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

L'INPI pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire puisse la refuser.

4.2 Durée des marchés subséquents

La conclusion des marchés subséquents sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée de chaque marché subséquent sera fixée dans chaque bon de commande.

Elle pourra se prolonger au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre, dans le respect de l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques pour l'attribution d'un nouvel accord-cadre.

5 MARCHES SUBSEQUENTS

Chaque marché subséquent prendra la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

Pour chaque marché subséquent lancé par l'INPI, le titulaire de l'accord-cadre a l'obligation de déposer une offre financière. A défaut, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 12 du présent C.C.A.P.

Les marchés subséquents seront conclus de la manière suivante :

Au fur et à mesure des besoins, l'INPI transmettra un marché subséquent comprenant un bordereau des prix unitaires (B.P.U.) et la liste des serveurs.

Les conditions contractuelles du C.C.A.P. et du C.C.T.P. de l'accord-cadre sont applicables à chaque marché subséquent.

Le titulaire devra transmettre le BPU renseigné dans le délai qui lui sera demandé.

Un bon de commande sera émis sur la base du BPU transmis dans le cadre du marché subséquent, dans la limite du montant maximum annuel.

L'offre du titulaire doit nécessairement respecter les prix plafonds du BPU de l'accord-cadre ainsi que ses engagements techniques détaillés dans son mémoire technique.

6 BONS DE COMMANDE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Chaque bon de commande précisera a minima les informations suivantes :

- les références du marché ;
- la date et le numéro de la commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la durée du marché subséquent ;
- le détail des prix unitaires par référence au bordereau des prix unitaires ;
- le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC, ainsi que le montant de la TVA ;
- l'adresse de facturation.

Chaque bon de commande engage le titulaire sur les résultats attendus et les délais d'exécution. Les bons de commandes seront établis pendant toute la durée du marché. Ils seront établis par le pouvoir adjudicateur ou son représentant légal, et seront notifiés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer leur date de réception.

Le délai d'exécution du bon de commande part à compter de sa date de notification.

Seules les prestations réellement réalisées feront l'objet d'un paiement.

7 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les dispositions relatives aux vérifications quantitatives et qualitatives prévues aux articles 25 et 26 du C.C.A.G.-T.I.C. sont applicables.

Conformément aux dispositions de l'article 28 du C.C.A.G.-T.I.C., le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.

La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception.

En cas d'ajournement, réfaction ou rejet, les dispositions de l'article 28 du C.C.A.G.-T.I.C. sont applicables.

8 PRIX DU MARCHÉ

8.1 Prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix communiqués par le titulaire dans le Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre constituent des prix plafonds.

8.2 Prix des marchés subséquents

Les prix sont ceux proposés par le titulaire attributaire dans le BPU du marché subséquent, dans le respect du BPU plafonds de l'accord-cadre.

8.3 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont présentés hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à leur exécution.

9 VARIATION DANS LES PRIX

9.1 Révision des prix de l'accord-cadre cadre

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix mentionnés au Bordereau des Prix Unitaires Plafonds de l'accord-cadre sont fermes pendant la première année d'exécution des marchés et révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

La révision sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn de révision donnée par la formule suivante :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times \frac{SYN}{SYN_0}$$

Dans laquelle :

- SYN₀ est la valeur, au mois zéro, de l'indice de révision
- SYN est la dernière valeur connue de cet indice lors de la demande de révision.

L'indice à prendre compte est le suivant : l'indice Syntec du coût horaire du travail « Tous salariés ».

Par dérogation à l'article 10.2.3 du C.C.A.G.-T.I.C., pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Par dérogation à l'article 10.2.1 du C.C.A.G.-T.I.C., les révisions de prix sont applicables aux bons de commande notifiés après la réception des nouveaux tarifs, sous réserve de la validation des prix par l'INPI.

Procédure de variation des prix

Le titulaire s'engage à transmettre au moins **un (1) mois** avant la reconduction du marché, les prix révisés représentant son résultat du calcul, par courrier électronique avec accusé de réception, à l'adresse électronique suivante : revision.prix@inpi.fr

L'INPI peut dans un délai d'un (1) mois contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. Le titulaire aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

9.2 Clause de sauvegarde pour les prix révisables

L'INPI se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché si le changement de tarif conduit, sur un an, à périmètre constant, à une augmentation des dépenses supérieure à 3%.

10 RÈGLEMENT DES COMPTES

10.1 Remise des factures à l'INPI

10.1.1 Facturation électronique

Chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture distincte.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : SFSI ;
- Engagement(s) : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro »
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 202.../00.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

10.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

10.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Pour chaque marché subséquent, les prestations exécutées seront réglées selon les modalités précisées dans le bon de commande.

En cas de retrait de matériel, le paiement du bon de commande se fera au prorata temporis (au mois), en application des tarifs du BPU, et selon la durée réelle d'exécution.

10.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI, en application des dispositions L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique.

11 AVANCE – MARCHES SUBSEQUENTS

Chaque marché subséquent prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois conformément à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique.

L'avance est égale à 5 % du montant T.T.C. du bon de commande. Lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 10% conformément au troisième alinéa de l'article R. 2191-7 du même code.

12 PÉNALITES

12.1 Dispositions générales

Préalablement à l'application des pénalités, le pouvoir adjudicateur adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

Dès lors qu'un manquement ou retard est constaté entre la date prévue d'exécution de la prestation et la date effective de réalisation, le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'appliquer les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-T.I.C., le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 €.

Conformément à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-T.I.C., pour chaque bon de commande, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 10 % du montant total hors taxes.

12.2 Dispositions relatives au retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-T.I.C. :

Pour tout retard de la GTR, le titulaire encourt une pénalité de 150 € par heure de retard (une heure commencée est due).

Pour tout retard de transmission des prix révisés ou ajustés, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard.

12.3 Indisponibilité des serveurs

Il sera fait application de l'article 14.2 du C.C.A.G.-T.I.C.

12.4 Absence de réponse à un marché subséquent

Si le titulaire ne répond pas à un marché subséquent, il encourt une pénalité de 150 €.

12.5 Dispositions relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

13 CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre des présents marchés, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant des marchés non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

14 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet des marchés dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

14.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

① Une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2019.doc)

② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

④ Le certificat de cessibilité des marchés si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

14.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement.

15 PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

16 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'INPI se réserve le droit de réclamer au Titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

17 TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Sans objet.

18 CONFIDENTIALITÉ

Le Titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution des présents marchés et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

19 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience de tout remplaçant devront être notifiés par écrit et validé par l'INPI.

L'INPI s'engage à communiquer au Titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif des présents marchés dans les 15 jours suivants la notification des marchés.

20 DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire des marchés a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion des marchés et tous les six mois** à compter de la notification des marchés, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le Titulaire doit remettre lors de la conclusion des marchés, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin des marchés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier les marchés au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

21 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes des marchés est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance des marchés N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

22 RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions suivantes :

22.1 Pour difficulté d'exécution des marchés

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant des marchés, le pouvoir adjudicateur peut résilier les marchés, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter les marchés du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie les marchés.

22.2 Pour motif d'intérêt général

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie les marchés pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes des marchés, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour les marchés et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation des marchés.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

22.3 Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.3 du CCAG TIC ;
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'INPI dans le cadre des articles 17 et 23 du CCAG TIC;
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG TIC ;

- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du CCAG TIC ;
- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 48.1 du CCAG TIC, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG TIC et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution, à des actes frauduleux ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité, conformément à l'article 5 du CCAG TIC ;
- L'utilisation des résultats par l'INPI est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution;
- Postérieurement à la signature, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution s'avèrent inexacts ;

La résiliation du marché devra être précédée d'une mise en demeure préalablement notifiée au titulaire et assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification

23 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D2197-15 à D2197-17 du Code de la commande publique.

24 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement les présents marchés. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, les marchés pourront être résiliés sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

25 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent C.C.A.P. déroge au C.C.A.G.-T.I.C. conformément au tableau ci-dessous :

Article(s) de l'acte d'engagement par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du C.C.A.G.-T.I.C. au(x)quel(s) il est dérogé
9.1	10.2.3, 10.2.1
12	14, 14.1.3